

COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



COMMISSAIRE À LA LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
TABLE DES MATIÈRES  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

QUESTION	OPPOSITION OFFICIELLE	PAGE
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	3
5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	4
70	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les cinq dernières années, incluant 2023-2024.	5
295	Concernant l'Unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a) Au 31 mars 2024, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024; e) Bilan des activités de l'UPAC.	6
296	Veuillez nous ventiler, par corps d'emploi et par région, l'effectif complet de l'UPAC, en indiquant si ce sont des policiers ou des civils. Pour les policiers/enquêteurs, veuillez nous indiquer leur provenance (Ex : SPVM, SPVQ, SQ, retraité, etc.).	13
297	Le taux de roulement de personnel de l'UPAC en 2023-2024.	14
298	Veuillez indiquer, pour 2023-2024 : a) Le nombre d'enquêtes ouvertes; b) Le nombre d'enquêtes en cours; c) Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation; d) Le nombre de dossiers remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description.	15

<b>299</b>	<p>Veuillez nous fournir la liste des divulgations d'actes répréhensibles reçues d'un organisme public en 2023-2024 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La date de réception;</li> <li>b. L'organisme public qui a transféré le dossier;</li> <li>c. Une brève description de l'acte répréhensible;</li> <li>d. L'état d'avancement du dossier (enquête en cours, enquête terminée, etc.);</li> <li>e. La date de fermeture du dossier;</li> <li>f. Si des accusations ont été portées, veuillez dresser la liste des chefs d'accusation.</li> </ul>	<b>16</b>
<b>300</b>	<p>Veuillez nous spécifier, par région, le nombre d'enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La date de fin de leur formation;</li> <li>b. La date de leur embauche;</li> <li>c. La date de fin de leur emploi, si applicable;</li> <li>d. Leur formation initiale (ex : comptable, avocat, etc.);</li> <li>e. La répartition des enquêteurs formés par corps de police.</li> </ul>	<b>17</b>
<b>QUESTION</b>	<b>TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION</b>	<b>PAGE</b>
<b>7</b>	<p>Pour l'année 2023-2024, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;</li> <li>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;</li> <li>c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;</li> <li>d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</li> </ul>	<b>18</b>
<b>17</b>	<p>Unité permanente anticorruption (UPAC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Au 1er mars 2023, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;</li> <li>b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024;</li> <li>c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;</li> <li>d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2024;</li> <li>e. Bilan des activités de l'UPAC;</li> <li>f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.</li> </ul>	<b>19</b>
<b>Annexe - Liste des sites Internet</b>		<b>20</b>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

<b>QUESTION 2 :</b>	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
---------------------	---

Comité ou groupe de travail <sup>1</sup>	Mandat	Représentants	Budget	Résultats
Comité de sensibilisation aux meilleures pratiques de gouvernance et à la conformité	Instauré par le Commissaire à la lutte contre la corruption en 2021-2022, le Comité vise essentiellement le partage des bonnes pratiques en matière de prévention et la mise en place d'actions concertées.	Regroupe des représentants de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Commissaire à la lutte contre la corruption;</li><li>• Commission municipale du Québec;</li><li>• Lobbyisme Québec;</li><li>• Bureau de la concurrence du Canada;</li><li>• Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie;</li><li>• Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;</li><li>• Sous-secrétariat aux marchés publics du Secrétariat du Conseil du Trésor.</li></ul>	Aucun	Nombre de rencontres entre le 1 <sup>er</sup> avril 2023 et le 31 janvier 2024 : 4
Comité de liaison UPAC-DPCP	Instauré par le Commissaire à la lutte contre la corruption en 2019-2020 en réponse à une recommandation du Comité de surveillance des activités de l'UPAC, ce comité vise essentiellement à assurer une compréhension partagée des enjeux stratégiques et administratifs communs ou propres à chacune des organisations, et à identifier des orientations pour y répondre.	Regroupe des représentants de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Commissaire à la lutte contre la corruption;</li><li>• Directeur des poursuites criminelles et pénales.</li></ul>	Aucun	Nombre de rencontre entre le 1 <sup>er</sup> avril et le 31 janvier 2024 : 2

Note : Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 janvier 2024.

<sup>1</sup> Comités ou groupes de travail pilotés par l'organisme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 5 :	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.
--------------	--

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
S.O.		-

Note : Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**QUESTION 70 :** Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les cinq dernières années, incluant 2023-2024.

S.O.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

<b>QUESTION 295 :</b>	<p><b>Concernant l'Unité permanente anticorruption (UPAC), fournir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li><b>a) Au 31 mars 2024, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif;</b></li><li><b>b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025;</b></li><li><b>c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC;</b></li><li><b>d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024;</b></li><li><b>e) Bilan des activités de l'UPAC.</b></li></ul>
-----------------------	---

Voir pages suivantes.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

a) Au 31 mars 2024, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif;

Catégories	Commissaire à la lutte contre la corruption et équipes désignées au sein de l'UPAC	Effectifs
Corps de police spécialisé dans la lutte contre la corruption	Commissaire à la lutte contre la corruption (incluant les prêts de service)	203
TOTAL	COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	203
Équipes d'enquête désignées par le gouvernement (27)	Revenu Québec (Service des enquêtes de l'UPAC)	15
	Régie du bâtiment du Québec (Service des enquêtes de l'UPAC)	12
Équipes de vérification désignées par le gouvernement (8)	Revenu Québec (Service d'analyse de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants)	0
	Commission de la construction du Québec (Unité autonome de vérification)	8
	Sûreté du Québec (Service de filtrage de sécurité)	N/D <sup>1</sup>
	Régie du bâtiment du Québec (Service de la vérification et du soutien)	0
TOTAL	UPAC	238 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Pour toutes questions concernant le nombre d'effectifs, veuillez vous référer à la Sûreté du Québec.  
<sup>2</sup> Ce nombre correspond à l'effectif en poste au 31 janvier 2024 et ne tient pas compte des postes vacants. Il inclut les titulaires d'un emploi supérieur. À noter que les décrets désignant les équipes d'enquête et de vérification au sein de l'UPAC ne précisent pas le nombre d'effectifs autorisés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

b) Budget ventilé de l’UPAC pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025;

Le budget 2024-2025 du Commissaire à la lutte contre la corruption a été présenté au Livre des crédits 2024-2025.

BUDGET		
	2023-2024 (k\$)	2024-2025 (k\$)
Commissaire à la lutte contre la corruption <sup>3</sup> (corps de police spécialisé)	25 369,50	26 792,00
Ministère de la Sécurité publique	1 858,90	2 191,90
Sûreté du Québec	N/D <sup>4</sup>	N/D <sup>4</sup>
Revenu Québec	1 727,67	1 923,32
Régie du bâtiment du Québec	435,58	195,48

c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l’UPAC;

Veuillez vous référer au cahier de renseignements généraux à la réponse de la question 15.

d) Le nombre de perquisitions, d’arrestations et d’accusations menées ou portées par l’UPAC entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024;

1) Ordonnances et autorisations judiciaires

Les différentes équipes d’enquête de l’UPAC, incluant les équipes désignées, ont obtenu 180 ordonnances ou autorisations judiciaires (ex. : mandat d’arrestation, mandat de perquisition, mandat général, ordonnance de communication, interception de communication privée, etc.) entre le 1er avril 2023 et le 31 janvier 2024.

<sup>3</sup> Le budget du Commissaire à la lutte contre la corruption inclut les dépenses de l’équipe désignée de la Commission de la construction du Québec.

<sup>4</sup> Pour toutes questions concernant le budget de 2023-2024 et celui de 2024-2025, veuillez vous référer à la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

2) Arrestations et accusations menées ou portées par l'UPAC

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle ou pénale entre le 1<sup>er</sup> avril 2023 et le 31 janvier 2024

Nature des accusations	Individus	Personnes morales	Total
Criminelles	17	0	17
Pénales	260	11	271
Total	277	11	288

e) Bilan des activités de l'UPAC<sup>5</sup>

1) Dénonciations d'actes répréhensibles au sens de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1)

Dénonciations communiquées au commissaire	2023-2024
Dénonciations d'actes répréhensibles	359

  

Décisions du commissaire	2023-2024
Hors mandat ou frivoles	209
Transférées au commissaire associé aux enquêtes	146
Transférées au commissaire associé aux vérifications	4
Total	359

<sup>5</sup> Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024. Veuillez vous référer aux cahiers de renseignements particuliers des années antérieures pour les informations des autres exercices financiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

2.1) Enquêtes criminelles

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière criminelle

Période	Individus	Personnes morales	Total
2023-2024	17	0	17

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière criminelle

Période	Individus	Personnes morales	Total
2023-2024	14	0	14

2.2) Enquêtes pénales

Nombre d'individus et de personnes morales accusés en matière pénale

Période	Individus	Personnes morales	Total
2023-2024	260	11	271

Nombre d'individus et de personnes morales condamnés en matière pénale

Période	Individus	Personnes morales	Total
2023-2024	190	8	198

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

3) Intégrité des entreprises

Nombre de demandes reçues de l'Autorité des marchés publics

2023-2024
1 362

Nombre de rapports du commissaire associé aux vérifications transmis à l'Autorité des marchés publics

Rapports du commissaire associé aux vérifications	2023-2024
Rapports de vérification <sup>6</sup>	1 384

4) Vérification – Commission de la construction du Québec (CCQ) – Unité autonome de vérification

Résultats	2023-2024
Heures réclamées	41 923
Montants réclamés	1 158 212 \$

<sup>6</sup> Le nombre total de rapports du commissaire associé aux vérifications peut différer du nombre de demandes reçues de l'Autorité des marchés publics au cours d'un même exercice financier. En effet, une demande peut faire l'objet de plus d'un rapport. Également, un rapport peut être communiqué dans un autre exercice financier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

5) Prévention et gestion des risques

Prévention	2023-2024
Activités	70
Participants	3 131

  

Gestion des risques	2023-2024
Activités	30
Participants	651

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 296 : Veuillez nous ventiler, par corps d'emploi et par région, l'effectif complet de l'UPAC, en indiquant si ce sont des policiers ou des civils. Pour les policiers/enquêteurs, veuillez nous indiquer leur provenance (Ex : SPVM, SPVQ, SQ, retraité, etc.).

	Effectif par région (civil et policier)		Policier (effectif)								Civil (effectif)						Total <sup>2</sup>
Corps d'emploi	Montréal	Capitale-Nationale	Commissaire à la lutte contre la corruption	Service de police de la Ville de Québec (PRÉT)	Service de police de la Ville de Montréal (PRÉT)	Sûreté du Québec (PRÉT)	Service de police de la Ville de Saint-Jérôme (PRÉT)	Régie inter. de police Richelieu-Saint-Laurent (PRÉT)	Régie inter. de police Thérèse-De Blainville (PRÉT)	Total	Commissaire à la lutte contre la corruption	Commission de la construction du Québec	Régie du bâtiment du Québec	Revenu Québec	Sûreté du Québec <sup>1</sup>	Total	
Titulaire emploi supérieur	3									0	3					3	3
Cadre	7									0	3	2	1	1		7	7
Officier	8	1	8			1				9						0	9
Sergent	67	26	56	2	7	25	1	1	1	93						0	93
Avocat	2										2					2	2
Professionnel	69	4								0	47	3	9	14		73	73
Professionnel occasionnel	4									0	4					4	4
Technicien	25	1								0	21	3	2			26	26
Technicien occasionnel	6									0	6					6	6
Personnel de soutien	5									0	5					5	5
Étudiant/Stagiaire	10									0	10					10	10
Total	206	32	64	2	7	26	1	1	1	102	101	8	12	15	N/D <sup>1</sup>	136	238

	Provenance de l'effectif policier CLCC avant embauche <sup>3</sup>												
	Service de police de la Ville de Gatineau	Gendarmerie royale du Canada	Service de police de la Ville de Lévis	Service de police de la Ville de Mirabel	Régie inter. de police Richelieu-Saint-Laurent	Régie inter. de police Roussillon	Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	Service de police de la Ville de Montréal	Service de police de la Ville de Québec	Sûreté du Québec	Régie inter. de police Thérèse-De Blainville	N/A nouvelle voie	Total
Policiers CLCC	1	1	1	2	1	1	1	11	7	21	1	16	64

Notes :

<sup>1</sup>Pour toutes questions concernant le nombre d'effectifs, veuillez vous référer à la Sûreté du Québec.

<sup>2</sup>Ce nombre correspond à l'effectif en poste au 31 janvier 2024 et ne tient pas compte des postes vacants. Il inclut les titulaires d'un emploi supérieur. À noter que les décrets désignant les équipes d'enquête et de vérification au sein de l'UPAC ne précisent pas le nombre d'effectifs autorisés.

<sup>3</sup>Tous les policiers embauchés par le CLCC ont démissionné ou sont retraités d'un corps policier, à l'exception des policiers provenant de la nouvelle voie d'accès .

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 297 :                    Le taux de roulement de personnel de l’UPAC en 2023-2024.

Catégories	Taux de départs volontaires (taux de roulement)	
	Taux 2023-2024	Taux global 2023-2024
Taux de départs volontaires du personnel régulier LFP (%) <sup>1</sup> du CLCC	20,90 %	14,20 %
Taux de départs volontaires du personnel hors FP (%) <sup>2</sup> du CLCC	3,78 %	

Pour toutes questions concernant le taux de départs volontaires des équipes désignées de l'UPAC (RQ, RBQ et CCQ), veuillez vous référer aux Rapports annuels de gestion de ceux-ci.

Note: Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

<sup>1</sup>Incluant le personnel régulier nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique* et excluant les titulaires d'un emploi supérieur, les policiers nommés par le commissaire et ceux en prêt, les employés occasionnels, les étudiants et les stagiaires.

<sup>2</sup>Incluant les policiers nommés par le commissaire et excluant le personnel régulier nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique* , les titulaires d'un emploi supérieur, les policiers en prêt, les employés occasionnels, les étudiants et les stagiaires.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**QUESTION 298 :** Veuillez indiquer, pour 2023-2024 :  
a) Le nombre d'enquêtes ouvertes;  
b) Le nombre d'enquêtes en cours;  
c) Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation;  
d) Le nombre de dossiers remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description.

Questions	2023-2024 <sup>1</sup>
Le nombre d'enquêtes ouvertes	94 enquêtes ouvertes en 2023-2024
Le nombre d'enquêtes en cours	160 enquêtes en cours au 31 janvier 2024
Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation (ex. : non fondées)	111 enquêtes en 2023-2024  À titre de corps de police spécialisé, le CLCC mène des enquêtes afin de déterminer si un crime ou une infraction a été commis et d'en rechercher les auteurs, le cas échéant.  Ainsi, une enquête policière peut mener à la conclusion qu'aucun crime n'a été commis, et ce, malgré la dénonciation communiquée au CLCC de bonne foi par un plaignant.
Le nombre de dossiers remis aux poursuivants	73 <sup>2</sup>
Le nombre de dossiers ayant mené à des accusations des poursuivants	32
Description des dossiers ayant mené à des accusations	Les descriptions des dossiers ayant mené à des accusations sont accessibles dans la section actualité du site Internet de l'UPAC ainsi que dans les Rapports annuels de gestion du CLCC (voir la liste des sites Internet en annexe).

<sup>1</sup> Données du Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC) au 31 janvier 2024 (excluant les résultats des équipes désignées de l'UPAC).

<sup>2</sup> Des dossiers sont toujours à l'étude.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

<b>Question 299 :</b> Veuillez nous fournir la liste des divulgations d’actes répréhensibles reçues d’un organisme public en 2023-2024 en indiquant : a. La date de réception; b. L’organisme public qui a transféré le dossier; c. Une brève description de l’acte répréhensible; d. L’état d’avancement du dossier (enquête en cours, enquête terminée, etc.) e. La date de fermeture du dossier; f. Si des accusations ont été portées, veuillez dresser la liste des chefs d’accusation.							
<ul style="list-style-type: none"><li>- Il arrive que certaines dénonciations d’actes répréhensibles au sens de <i>la Loi concernant la lutte contre la corruption</i> (chapitre L-6.1) soient communiquées au Commissaire à la lutte contre la corruption (Commissaire) par des organismes publics en vertu de l’article 23 de la <i>Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics</i> (chapitre D-11.1).</li><li>- Or, bien que toutes les dénonciations reçues par le Commissaire soient systématiquement répertoriées aux fins de leur traitement, l’information selon laquelle la communication a été faite en vertu l’article 23 de la <i>Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics</i> (chapitre D-11.1), le cas échéant, n’est pas cataloguée dans le système du Commissaire. Il n’y a, par ailleurs, aucune obligation légale de le faire.</li><li>- Cela dit, les Rapports annuels de gestion des organisations assujetties à l’article 25 de la <i>Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics</i> contiennent des informations permettant de répondre, en partie, à la présente question. En effet, ces organisations doivent publier dans leur Rapport annuel de gestion le nombre de communications de renseignements effectuées en application du premier alinéa de l’article 23 de ladite Loi.</li><li>- Le Commissaire est toutefois en mesure de fournir les données agglomérées pour 2023-2024 des dénonciations d’actes répréhensibles communiquées par des administrations publiques en vertu de la <i>Loi concernant la lutte contre la corruption</i> (chapitre L-6.1) :</li></ul>							
	<table><tr><th></th><th>2023-2024<sup>1</sup></th></tr><tr><td>Dénonciations communiquées par des administrations publiques</td><td>110</td></tr><tr><td>Nombre total de dénonciations reçues</td><td>359</td></tr></table>		2023-2024 <sup>1</sup>	Dénonciations communiquées par des administrations publiques	110	Nombre total de dénonciations reçues	359
	2023-2024 <sup>1</sup>						
Dénonciations communiquées par des administrations publiques	110						
Nombre total de dénonciations reçues	359						
<ul style="list-style-type: none"><li>- En ce qui concerne le nombre d’accusés en découlant, il convient de rappeler que les dénonciations transférées au commissaire associé aux enquêtes font rarement l’objet d’accusations au cours du même exercice financier. En effet, une fois la dénonciation transférée au commissaire associé aux enquêtes, une enquête sera menée afin de déterminer si un crime ou une infraction a été commis et d’en rechercher les auteurs, le cas échéant. Dans l’éventualité où une demande d’intenter des procédures est présentée par les policiers, il revient ensuite au Directeur des poursuites criminelles et pénales d’analyser le dossier et de décider d’intenter ou de continuer une poursuite.</li></ul>							

<sup>1</sup> Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**QUESTION 300 :** Veuillez nous spécifier, par région, le nombre d'enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en indiquant :

- a. La date de fin de leur formation;
- b. La date de leur embauche;
- c. La date de fin de leur emploi, si applicable;
- d. Leur formation initiale (ex : comptable, avocat, etc.);
- e. La répartition des enquêteurs formés par corps de police.

Enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire	Cohorte 1	Cohorte 2
Nb d'enquêteurs - Région Montréal	10	4
Nb d'enquêteurs - Région Capitale-Nationale	2	0
a. Date de fin volet 1 <sup>1</sup>	2022-12-22	2023-12-20
a. Date de fin de leur formation volet 2 <sup>1</sup>	2024-12-20 <sup>2</sup>	2025-06-30 <sup>2</sup>
a. Date de fin de leur formation volet 3 <sup>1</sup>	Maximum 2 ans à la suite du volet 2	Maximum 2 ans à la suite du volet 2
b. Date d'embauche	2022-08-22	2023-08-21
c. Date de fin d'emploi	N/A	N/A
d. Formation initiale <sup>3</sup>	Comptabilité, droit, finance, fiscalité, criminologie, sécurité et études policières	Comptabilité, économie, criminologie
e. Répartition	N/A <sup>4</sup>	N/A <sup>4</sup>

Notes :

<sup>1</sup>La présentation des dates de fin de la formation fait référence à l'article 2 du *Règlement sur les critères de sélection et la formation des membres de l'équipe spécialisée d'enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption*.

<sup>2</sup>Les dates de fin du volet 2 et 3 sont approximatives et sujettes à la disponibilité des places à l'ENPQ.

<sup>3</sup>L'énumération de la formation initiale n'est pas exhaustive, elle dénombre les formations les plus fréquentes chez les enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire.

<sup>4</sup>Les enquêteurs issus de la nouvelle voie d'accès ne proviennent pas d'un corps de police et on débuté leur formation policière au CLCC. Cependant, les enquêteurs provenant de la voie traditionnelle proviennent de corps de police variés. Veuillez vous référer à la QP 296 pour connaître leur provenance.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

**QUESTION 7 :** Pour l'année 2023-2024<sup>1</sup>, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C) <sup>2</sup>	D)
COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	Aucun	Aucun	1-Commissaire à la lutte contre la corruption, M. Frédérick Gaudreau : nommé le 8 octobre 2019 pour un mandat de 7 ans, rémunération annuelle 2023-2024 : 246 246 \$  2-Commissaire associé aux vérifications, Me Éric René : nommé le 26 juin 2018 pour un mandat de 5 ans, qui demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé <sup>3</sup> , rémunération annuelle 2023-2024 : 187 521 \$  3-Commissaire associé aux enquêtes, M. Sylvain Baillargeon, nommé le 30 mars 2020 pour un mandat de 5 ans, rémunération annuelle 2023-2024 : 202 891 \$	7 904 \$  2 480 \$  7 463 \$

Note : Pour la période du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024.

<sup>1</sup> Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

<sup>2</sup> Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du Secrétariat aux emplois supérieurs : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

<sup>3</sup> Le mandat de 5 ans du commissaire associé aux vérifications a été complété en juin 2023. À ce titre, la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6,1) prévoit qu'à l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé. Le CLCC est en attente d'une décision à ce sujet en raison de l'entrée en vigueur, en juin 2022, de la *Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics* (2022, chapitre 18), laquelle a modifié la portée de la mission de vérification du CLCC.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3E GROUPE D'OPPOSITION**

**TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

<b>QUESTION 17 :</b>	<b>Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2023, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2024; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.</b>
----------------------	--

Veuillez vous référer à la réponse de la QP1 295.

f) Le Rapport quinquennal de mandat (2018-2023) du Comité de surveillance des activités de l'UPAC, déposé à l'Assemblée nationale le 26 septembre 2023, recommande, entre autres, l'élargissement du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption.

## **ANNEXE : LISTE DES SITES INTERNET POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION**

- **SITE DE L'UPAC**  
<https://www.upac.gouv.qc.ca/>
- **SITE DE L'UPAC – DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES**  
<https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/publications/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html>